



15, Quai Lamandé
BP 1146
76063 Le Havre Cedex

ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDTIONS « DOCTEUR GIBERT »

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDATIONS « DOCTEUR GIBERT »

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 4, route du Bercail 76560 Héricourt-en-Caux

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale de l'association ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDATIONS
« DOCTEUR GIBERT »,

Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDATIONS « DOCTEUR GIBERT » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de l'exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve

Les comptes au 31 décembre 2022 intègrent au passif un montant de charges à payer au titre des congés payés d'un montant de 1 272 K€ (charges sociales et fiscales comprises). En l'absence d'éléments mis à notre disposition justifiant le nombre de jours de congés payés pris en compte et leur valorisation, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier si le montant porté en charges dans les comptes à ce titre est nécessaire et suffisant.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Le Havre, le 22 Juin 2023

Joël Thomas

Associé



Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2022 au 31/12/2022			Au 31/12/2021
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	233 219	199 355	33 864	30 412
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	191 849	155 065	36 783	56 577
Autres immobilisations incorporelles	24 726	18 345	6 381	11 326
Immobilisations incorporelles en cours				177 986
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	792 265		792 265	792 265
Constructions	31 562 958	15 952 561	15 610 397	16 640 228
Installations techniques, matériel et outillages industriels	5 734 602	5 014 850	719 752	818 448
Autres immobilisations corporelles	4 901 068	3 831 867	1 069 201	1 202 525
Immobilisations corporelles en cours				196 979
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	1 859		1 859	1 859
Autres titres immobilisés	74 603		74 603	74 603
Prêts	73 120		73 120	89 874
Autres immobilisations financières	94 674		94 674	94 674
TOTAL I	43 684 942	25 172 043	18 512 899	20 187 756
Comptes de liaison	II			
Actif circulant				
Stocks et encours	91 556		91 556	76 838
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 884 566		5 884 566	4 063 796
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	2 085 780		2 085 780	1 530 006
Valeurs mobilières de placement	389 902		389 902	387 662
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 674 183		2 674 183	2 785 214
Charges constatées d'avance	538 624		538 624	625 181
TOTAL III	11 664 611		11 664 611	9 468 696
Frais d'émission des emprunts	IV			
Primes de remboursement des obligations	V			
Écarts de conversion actif	VI			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	55 349 553	25 172 043	30 177 510	29 656 452

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2022	31/12/2021
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 181 089	1 181 089
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	65 749	65 749
Écarts de réévaluation		
Réserves		
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	5 188 024	5 210 704
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	597 167	597 167
Autres réserves	5 188 024	5 210 704
Report à nouveau	-620 200	-646 967
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-2 175 330	-2 212 582
Excédent ou déficit de l'exercice	851 048	26 767
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	82 640	37 252
Situation nette	7 262 877	6 434 509
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 016 100	1 057 494
Provisions règlementées	3 068 749	3 068 749
TOTAL I	11 347 725	10 560 752
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	6 640 433	5 570 532
TOTAL III	6 640 433	5 570 532
Provisions		
Provisions pour risques	222 683	70 199
Provisions pour charges		
TOTAL IV	222 683	70 199
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 990 924	7 614 242
Emprunts et dettes financières diverses	465 915	519 701
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 025 505	859 311
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	3 147 934	3 733 187
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 408	27 585
Autres dettes	322 983	700 942
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	11 966 669	13 454 968
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	30 177 510	29 656 452

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2022	31/12/2021
Produits d'exploitation		
Cotisations	2 060	1 880
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de services	778 900	767 769
- dont parrainages		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales	769 883	
Produits de tiers financeurs		
Concours publics	31 052 018	27 668 623
- dont concours publics aux activités sociales et médico-sociales	30 824 891	27 668 623
Subventions d'exploitation	195 259	54 599
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	71 997	15 483
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	523 835	112 543
Utilisations des fonds dédiés	122 368	166 937
Autres produits	9 162	20 566
TOTAL I	32 755 599	28 808 400
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	527 475	527 011
Variation de stocks	-14 278	8 108
Autres achats et charges externes	4 709 167	4 409 424
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 930 275	1 750 569
Salaires et traitements	15 217 469	13 861 580
Charges sociales	6 501 060	5 485 738
Dotations aux amortissements et dépréciations	1 498 056	1 567 048
Dotations aux provisions	152 484	56 613
Reports en fonds dédiés	1 192 269	838 327
Autres charges	99 143	90 614
TOTAL II	31 813 121	28 595 031
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	942 479	213 369

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2022	31/12/2021
Produits financiers		
Produits financiers de participation	546	485
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 866	1 140
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	2 411	1 625
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	215 697	234 728
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	26	11
TOTAL IV	215 723	234 738
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-213 311	-233 114
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	729 167	-19 744
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 144 602	43 241
Sur opérations en capital	72 318	62 650
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	587 399	391 043
TOTAL V	2 804 319	496 935
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	2 682 438	59 231
Sur opérations en capital		149
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		391 043
TOTAL VI	2 682 439	450 423
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	121 880	46 511
Participation des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	35 562 330	29 306 960
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	34 711 282	29 280 192
EXCÉDENT OU DÉFICIT (Total des produits - Total des charges)	851 048	26 767
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	82 640	37 252
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

PRESENTATION GENERALE

L'ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDATIONS « DOCTEUR GIBERT », fondée en 1875, reconnue d'utilité publique le 10 novembre 1899, a pour but de lutter contre les déficiences physiques et/ou mentales de l'enfance, de l'adolescence et/ou de l'adulte quel que soit son âge.

Elle propose son aide à des personnes en difficultés sociales et/ou mentales et/ou physiques.

Elle met à leur disposition les structures, les personnels et/ou les moyens nécessaires pour les accompagner dans leur vie afin notamment de leur permettre d'exister dans le respect de la dignité.

Les structures sont composées de 14 établissements répartis sur le territoire de la Seine Maritime et fonctionnent majoritairement 365 jours par ans et 24 heures sur 24.

Elles sont financées en fonction des spécificités des structures soit par le département de Seine Maritime soit par la Sécurité sociale.

Afin de permettre l'accomplissement de sa mission, au cours de l'exercice 2022, l'Association a eu recours à 902 salariés représentant 445,06 équivalents temps pleins.

L'association dispose sur 5 sites, de bâtiments soit en pleine propriété soit en location auprès de bailleurs sociaux permettant l'accueil des résidents.

Le site du Havre :

Il est composé de 3 Structures pour enfants et 1 Centre de soins infirmier.

Un Etablissement pour enfants et adolescents polyhandicapé de 24 places, financées par la Sécurité Sociale, offrant une possibilité d'accueil de 11 places en Semi-Internat, 11 places en internat et 2 places d'accueil temporaire ou de répit.

Un Institut Médico Educatif spécialisé dans les troubles du spectre autistique de 18 places, financées par la sécurité sociale, offrant une possibilité d'accueil de 3 places en Semi-Internat, 13 places en internat et 2 places d'accueil temporaire ou de répit.

Une pouponnière sociale de 18 places, financées par le Département de Seine Maritime.

Un Centre de soins infirmier.

Le site d'Héricourt en Caux :

Il est composé de 5 Structures accueillant des enfants ou des adultes en situation de handicap.

Les structures enfants :

Un Institut Médico Educatif de 15 places, financées par la sécurité sociale, offrant une possibilité d'accueil de 15 places en internat.

Un Etablissement pour enfants et adolescents polyhandicapé de 28 places, financées par la Sécurité Sociale, offrant une possibilité d'accueil de 8 places en Semi-Internat et 20 places en internat.

Un Institut Médico Educatif spécialisé dans les troubles du spectre autistique de 20 places, financées par la sécurité sociale, offrant une possibilité d'accueil de 20 places en internat.

PRESENTATION GENERALE (SUITE)

Les structures adultes :

Un foyer d'accueil médicalisé de 66 places, financées par le département de Seine Maritime pour les frais relatifs à l'hébergement et la Sécurité Sociale pour la partie Soins, offrant une possibilité d'accueil de 64 places en internat et 2 places d'accueil temporaire ou de répit.

Une maison d'accueil spécialisée de 28 places, financées par la sécurité sociale, offrant une possibilité d'accueil de 4 places en Semi-Internat et 24 places en internat.

Le site d'Autigny :

Il est composé de 2 Structures pour adultes

Un foyer d'accueil médicalisé de 54 places, financées par le département de Seine Maritime pour les frais relatifs à l'hébergement et la Sécurité Sociale pour la partie Soins, offrant une possibilité d'accueil de 52 places en internat et 2 places d'accueil temporaire ou de répit.

Un Service d'accueil de jour médicalisé de 8 places, financées par le département de Seine Maritime pour les frais relatifs à l'hébergement et la Sécurité Sociale pour la partie Soins, offrant une possibilité d'accueil de 8 places en semi-internat.

Le site d'Imbleville :

Il est composé de 1 Structures pour adultes

Un foyer d'accueil médicalisé de 41 places, financées par le département de Seine Maritime pour les frais relatifs à l'hébergement et la Sécurité Sociale pour la partie Soins, offrant une possibilité d'accueil de 4 places en semi-internat non médicalisée, 36 places en internat et 1 places d'accueil temporaire ou de répit.

Le site de Tôtes :

Il est composé de 1 Structures pour adultes

Un foyer de vie de 9 places, financées par le département de Seine Maritime, offrant une possibilité d'accueil de 8 places en internat et 1 places d'accueil temporaire ou de répit.

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total du bilan avant répartition est de 30 177 510 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 851 048 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels au 31/12/2022 ont été arrêtés dans le respect des dispositions du plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 08/09/2014, la loi N°83-353 du 30/04/1983 et le décret 83-1020 du 29/11/1983, et conformément aux règlements de l'ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Du règlement ANC N°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés non lucratif
- Du règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1 du règlement ANC N°2019-04 et le règlement ANC N°2020-08
- De l'instruction N° DGAS/SDB/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux Privés et organismes gestionnaires
- De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires
- Des contraintes particulières imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs de prestations
- De l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles

Les comptes obligatoirement ouverts dans la comptabilité des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles sont ceux prévus dans le plan comptable relevant de ce dit-code.

Les règles comptables applicables aux associations ou fondations gestionnaires des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux et les règles budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux, divergent sur plusieurs points.

Les principales divergences, identifiées et traitées dans l'avis du Conseil National de la Comptabilité du 4 mai 2007 sont les suivantes :

- Dettes pour congés à payer et autres droits acquis par les salariés,
- Provisions réglementées prévues dans les règles budgétaires,
- Application des règlements N°2002-10 et N°2004-06 du CRC,
- Méthode de comptabilisation par composants/amortissements dérogatoires
- Charges à répartir,
- Harmonisation entre le plan de comptes des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux et le plan de comptes des règlements N°99-01 et N°99-03 du CRC

L'avis s'applique à l'ensemble des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles qui appliquent désormais conformément à l'article R.314-81 du code précité, l'instruction budgétaire et comptable M22.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

L'association a obtenu la validation et le financement de son projet de restructuration de son pôle enfance à Héricourt en Caux par l'ARS début 2022. La construction et la rénovation n'ont toujours pas été lancés au 31/12/2022.

Les décisions gouvernementales de revalorisations salariales (augmentation du SMIC, augmentation de la valeur de point, primes SEGUR et LAFORCADE) ont eu un impact fort sur les charges de personnel de l'association par rapport à l'année 2021.

La hausse de l'activité ainsi que celle des tarifs ont permis une hausse importante des produits de tarification et ainsi compenser la hausse de la masse salariale.

L'association a travaillé sur l'antériorité des créances et des dettes sociales. Les régularisations ont été constatées dans le résultat exceptionnel.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

- | | |
|---------------------------------------|-----------------|
| • Immobilisations incorporelles | de 1 à 10 ans, |
| • Immobilisations corporelles | |
| • Constructions et aménagements | de 10 à 75 ans, |
| • Matériels et outillages | de 1 à 30 ans, |
| • Matériels de transport | de 5 à 10 ans, |
| • Matériels de bureau et informatique | de 1 à 20 ans, |
| • Mobilier | de 2 à 20 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Provision pour risques et charges

Une provision pour risques et charges a été constituée à la clôture de l'exercice à hauteur de 152.484 euros.

Le solde au 31/12/2022 s'élève à 222.683 euros.

Engagements de départ à la retraite

Une provision pour départ en retraite a été constituée dans le cadre des Etablissements de l'association GIBERT, en accord avec les différents financeurs, cependant ce montant ne couvre que partiellement l'ensemble des engagements.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés en fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenue sont les suivantes

- Taux d'actualisation : 3,65%
- Taux de rotation pour les Non-Cadres et Cadres : 2 %
- Hausse annuelle des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite
 - o Pour les Non-Cadres : 60-62 ans
 - o Pour les Cadres : 60-62 ans
- La probabilité de vie à l'âge de départ en retraite est calculée en référence aux tables des indices INSEE 2018

L'indemnité de départ en retraite est déterminée selon les dispositions de la Convention collective nationale des établissements privés d'hospitalisation, de soins, de cure et de garde à but non lucratif du 31 octobre 1951.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 1 449 875 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 6.640.433 euros

Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Ceci correspond à :

- . Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- . Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- . Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

L'association n'a pas bénéficié de contributions volontaires en nature à l'exception des temps passés par les membres du bureau pour les différentes réunions annuelles.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Rémunération du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes provisionnés conformément à la lettre de mission en vigueur s'élèvent à 34 500 € HT et sont exclusivement relatifs à la mission de contrôle légal des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2022 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 406.119 euros.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement	233 219		
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	394 560		
TOTAL	627 779		
Terrains	792 265		
Constructions :	31 554 141		8 817
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :	5 611 195		123 407
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	527 658		32 347
Matériel :	1 674 001		10 351
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	2 634 521		22 190
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	196 979		
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	42 990 759		197 112
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :	1 859		
- Participations			
- Titres immobilisés	74 603		
Prêts et autres immobilisations financières	184 549		
TOTAL	261 010		
TOTAL GENERAL	43 879 548		197 112
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			233 219
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	177 986		216 575
TOTAL	177 986		449 793
Terrains			792 265
Constructions :			31 562 958
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencts et aménagt. const.			
Installations :			5 734 602
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencts et aménagt. divers			560 005
Matériel :			1 684 352
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier			2 656 711
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	196 979		
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	196 979		42 990 892
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			1 859
- Participations			
- Titres immobilisés			74 603
Prêts et autres immobilisations financières		16 754	167 795
TOTAL		16 754	244 257
TOTAL GENERAL	374 965	16 754	43 684 942

'Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels'

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement	202 807	14 354	17 806	199 355
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	148 671	24 739		173 410
TOTAL	351 478	39 093	17 806	372 765
Terrains				
Constructions - Sur sol propre	6 765 081	444 510		7 209 591
: - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	8 148 831	594 138		8 742 970
Installations techniques, matériel et outillage industriel	4 792 747	222 103		5 014 850
Installations générales, agencements et aménagements divers	103 056	11 275		114 331
Matériel de transport	1 296 189	76 309		1 372 498
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 234 410	110 628		2 345 038
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	23 340 315	1 458 963		24 799 278
TOTAL GÉNÉRAL	23 691 793	1 498 056	17 806	25 172 043

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations				Reprises		Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES	REPRISES NON VENTILÉES				TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

		Montant début exercice	Augmentatio Dotations ex.	Diminutions : reprises ex.		Montant à la fin de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées						
Provisions pour investissements						
Provisions relatives aux stocks						
Provisions relatives aux éléments d'actif						
Amortissements dérogatoires						
Autres provisions réglementées		3 068 749				3 068 749
TOTAL I		3 068 749				3 068 749
Provisions pour risques et charges						
- litiges						
- amendes et pénalités						
Provisions pour risques						
- pertes de change						
- risque d'emploi						
- autres		70 199	152 484			222 683
Provisions pour charges sur legs ou donations						
Provisions pour pensions et obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices						
Autres provisions pour risques et charges						
TOTAL II		70 199	152 484			222 683
Provisions pour dépréciations						
- incorporelles						
- corporelles						
- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations						
- Titres mis en équivalence						
- Titres de participation						
- autres immobilisations financières						
Sur stocks et en-cours						
Sur comptes clients		433 167		433 167		
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées						
Sur créances reçues par legs ou donations						
Autres dépréciations		154 232		154 232		
Total III		587 399		587 399		
TOTAL GENERAL (I+II+III)		3 726 347	152 484	587 400		3 291 431
Dont dotations et reprises :			152 484			
- d'exploitation						
- financières						
- exceptionnelles				587 399		

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	73 120		73 120
Autres immobilisations financières	94 674		94 674
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	5 884 566	5 884 566	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	89 875	89 875	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	178 255	178 255	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés	135 472	135 472	
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	1 682 178	1 682 178	
Charges constatées d'avance	538 624	538 624	
TOTAL	8 676 765	8 508 970	167 795

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

16 753

Commentaire

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine	42 750	42 750		
- A plus d'1 an à l'origine	6 948 174	674 900	2 611 760	3 661 514
Emprunts et dettes financières diverses	465 915	55 971	208 644	201 300
Fournisseurs et comptes rattachés	1 025 505	1 025 505		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	1 234 074	1 234 074		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 470 440	1 470 440		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	443 421	443 421		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 408	13 408		
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	322 983	322 983		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	11 966 669	5 283 451	2 820 404	3 862 814
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	720 064			

Commentaire

Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 181 089				1 181 089
Fonds propres avec droit de reprise	65 749				65 749
Ecarts de réévaluation					
Réserves	5 807 872			22 680	5 785 192
- Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	5 210 704			22 680	5 188 024
Report à nouveau	-646 967	26 767			-620 200
- Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-2 212 582	37 252			-2 175 330
Excédent ou déficit de l'exercice	26 767	-26 767	851 048		851 048
Situation nette	6 434 509		851 048	22 680	7 262 877
- Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	37 252	-37 252	82 640		82 640
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 057 494		30 924	72 318	1 016 100
Provisions réglementées	3 068 749				3 068 749
TOTAL	10 560 752		881 972	94 998	11 347 725

Tableau de mouvements des subventions d'investissement

Nature des subventions	Affectation	Montant à l'origine	Report au résultat de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
ETAT		241 941	10 147	231 794
DEPARTEMENT	30 924	820 622	61 686	789 860
COMMUNES		12 246	485	11 761
AUTRES SUBVENTIONS		-17 315		-17 315
TOTAL	30 924	1 057 494	72 318	1 016 100

Variation des fonds dédiés - Ressources liées à la générosité du public

Ressources liées à la générosité du public	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
ESMS	26 063	12 308	2 633			35 738	
HORS ESMS	12 142	27 767				39 909	
TOTAL	38 205	40 075	2 633			75 647	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
INVESTISSEMENT ESMS	5 210 681	675 121	88 557			5 797 245	
INVESTISSEMENT HORS ESM:	234 623		100			234 523	
AUTRES SUBV ESMS	87 023	461 673	31 078			517 618	
AUTRES SUBV HORS ESMS							
TOTAL	5 532 327	1 136 794	119 735			6 549 386	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Variation des fonds dédiés - Contributions financières d'autres organismes

Contributions financières d'autres organismes	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
TOTAL ENERGIE		15 400				15 400	
TOTAL		15 400				15 400	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	253 680	183 467
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 516 611	1 525 988
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	37 010	241 873
Instruments de trésorerie		
TOTAL	1 807 301	1 951 328

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Créances clients, usagers et comptes rattachés	434 278	894 578
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	1 425 932	553 049
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
TOTAL	1 860 209	1 447 626

Commentaire

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2022	31/12/2021
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

Commentaire

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2022	31/12/2021
Charges :	- D'exploitation	39 840	90 981
	- Financières	498 784	534 200
	- Exceptionnelles		
TOTAL		538 624	625 181

Commentaire

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	14	
Agents de maîtrise & techniciens	79	
Employés	277	
Ouvriers	75	
Apprentis sous contrat		
TOTAL		445

Commentaire

Résultats par établissement

	Nature	Montant
111 - NYMPHEA		71 436
112 - EEAP BERCAIL		-320 818
113 - CHRYSALIDES		1 209
121 - FAM BERCAIL H		-384 760
131 - FAM BERCAIL S		-142 124
132 - MAS		-43 695
211 - EEAP LERCH		575 231
212 - IME LERCH		412 341
241 - POUPONNIERE		-44 199
321 - FAM HTES EAUX H		986
322 - SAJM HTES EAUX H		-6 568
331 - FAM HTES EAUX S		-121 735
332 - SAJM HTES EAUX S		49 364
421 - FAM CHANTECLER H		27 196
431 - FAM CHANTECLER S		26 361
521 - FV LES CHARMILLES		-17 586
691 - CENTRE GEORGES ANCEL		28 786
991 - SIEGE		739 622
	Total	851 047

Commentaire

Tableau de subventions d'exploitation

Subventions	Accordées du 01/01/2022 au 31/12/2022
	(1)
ARS	20 433 077
DEPARTMENT	8 662 200
ASE	1 729 614
CENTRE INFIRMIER	227 127
AUTRES SUBVENTIONS	183 313
Total subventions d'exploitation	31 235 331

Ventilation du résultat de l'exercice

Ventilation du résultat de l'exercice	Résultat net comptable	A affecter sur projet(s) associatif(s) ou sur résultat(s) antérieur(s) repris	Résultat net comptable restant à affecter	Obs.
	A	B	A+B	
Résultats hors contrôle des tiers financeurs				
991 - SIEGE	739 622		739 622	
691 - CENTRE GEORGES ANCEL	28 786		28 786	
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
BERCAIL SAINT DENIS	-818 752		-818 752	
LERCH	943 373		943 373	
LES HAUTES EAUX	-77 953		-77 953	
CHANTECLER	53 557		53 557	
LES CHARMILLES	-17 586		-17 586	
TOTAL	851 047		851 047	

Commentaire

Résultat effectif global

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	Exercice N	Exercice N-1
RESULTAT COMPTABLE	851 048	26 767
Reprise du résultat antérieur / Variation des congés payés	346 982	-290 157
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	1 198 030	-263 390
Dont résultat effectif sous gestion propre	768 408	-252 905
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	429 622	10 485

Détail du résultat exceptionnel

Détail du résultat exceptionnel	Solde		Montant	Variation %
	31/12/2022	31/12/2021		
Produits Exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 144 601.91	43 241.21	2 101 360.70	+1 000.00
7710000 Prod.except./oper.gestion	547.21	18 276.37	-17 729.16	-97.01
7718000 Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 070 148.85		2 070 148.85	-
7718001 PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	73 905.85	24 964.84	48 941.01	196.04
Produits exceptionnels sur opérations en capital	72 317.99	62 650.36	9 667.63	15.43
7770000 Quote-part des subventions d'investissement virée au résulta...	72 317.99	62 650.36	9 667.63	15.43
Reprises sur provisions et transferts de charges	587 399.22	391 043.27	196 355.95	50.21
7875000 Reprises sur provisions pour risques et charges exceptionnels		391 043.27	-391 043.27	-100.00
7876000 Reprises sur provisions pour dépréciations exceptionnelles	587 399.22		587 399.22	-
TOTAL DES PRODUITS	2 804 319.12	496 934.84	2 307 384.28	464.32
Charges Exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 682 438.27	59 231.01	2 623 207.26	+1 000.00
6710000 Charges excep./op.gestion	1.52	23 787.12	-23 785.60	-99.99
6712000 Pénalités, amendes fiscales et pénales	446.00		446.00	-
6718000 Autres charges exceptionnelles sur opération de gestion	2 617 113.01		2 617 113.01	-
6718001 CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	64 877.74	35 443.89	29 433.85	83.04
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0.54	149.11	-148.57	-99.33
6750000 Valeurs comptables des éléments d'actif cédés		149.11	-149.11	-100.00
6788000 Charges exeptionnelles divers	0.54		0.54	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		391 043.27	-391 043.27	-100.00
6877400 Dot.dépréciations créances		391 043.27	-391 043.27	-100.00
TOTAL DES CHARGES	2 682 438.81	450 423.39	2 232 015.42	495.54
RESULTAT EXCEPTIONNEL	121 880.31	46 511.45	75 368.86	162.04

Commentaire

L'année est marquée par une régularisation des dettes et des créances datant de plusieurs années. Ces régularisations sont constatées dans les comptes 7718000 et 6718000.

Cela concerne essentiellement les créances sur les usagers et les dettes sociales.

L'impact réel est évalué ainsi :

- Charges exceptionnelles : 2.617.113 €
- Produits exceptionnels : 2.657.548 €
 - Produits exceptionnels : 2.070.149 €
 - Reprise de provisions : 587.399 €

Soit + 40.435 €

Transferts de charges

Nature des transferts de charges		Montant
Indemnités MAS		475 121
Avantages en nature		5 563
Remboursement d'assurances		2 528
Indemnités diverses		17 943
Total		501 155

Commentaire

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Banques	Nom de l'emprunt	Crédit accordé	Capital restant dû	Garanties
CREDIT MUTUEL	PRÊT IMMO. PROF. LOCATIF	350 000,00 €	135 332,72 €	Cauton solidaire CONSEIL GENERAL DE SEINE MARITIME 350 000,00 € (*) (*) Montant garanti à l'origine, dans la limite de la créance restant due.
CIC	PRÊT PROFESSIONNEL	391 049,37 €	173 625,07 €	Cauton solidaire 30% Contre garanti par l'organisme dde caution SOGAMA
CREDIT COOPERATIF	PRÊT N°001082C	2 635 429,00 €	781 908,04 €	Cauton personne morale COMMUNE DE LE HAVRE 939 633,32 €
CREDIT COOPERATIF	PRÊT N°001684C	826 330,00 €	245 164,77 €	Cauton personne morale CONSEIL GENERAL 76 294 619,00 €
CAISSE D'EPARGNE	PRÊT N°5256305	199 500,00 €	149 625,00 €	Cauton personne morale COMMUNE DE TOTES 80 062,50 €
CAISSE D'EPARGNE	PRÊT N°5235759	250 000,00 €	207 109,92 €	Cauton sté caution (convention) CEGC 163 466,86 €
CAISSE D'EPARGNE	PRÊT N°4629972	1 415 200,00 €	1 008 195,51 €	Promesse affectation hypothécaire 1 415 200,00 € + Cauton sté caution (convention) CEGC 163 466,86 €
CAISSE D'EPARGNE	PRÊT N°4630000	464 500,00 €	159 439,99 €	Cauton sté caution (convention) CEGC 103 402,07 €
CAISSE DES DEPOTS	CDC : 1167591 - EMP. PISCINE	214 000,00 €	103 098,93 €	Garantie : Département de la Seine Maritime (76) pour un montant de 214 000€ conformément à la délibération du 23 novembre 2009
CAISSE DES DEPOTS	CDC : 1176992 - EMP. FAM CONSTRUCT	3 000 000,00 €	1 237 500,00 €	Garantie : Département de la Seine Maritime (76) pour un montant de 3 000 000€ conformément à la délibération du 05 juillet 2010
CAISSE DES DEPOTS	CDC : 1176995 - EMP. FAM EQUIP	481 665,00 €	- €	Garantie : Département de la Seine Maritime (76) pour un montant de 481 665€ conformément à la délibération du 05 juillet 2010
CAISSE DES DEPOTS	CDC : 17203 - EMP. MAS	3 573 000,00 €	2 747 146,07 €	Garantie : cautionnement SOGAMA CREDIT ASSOCIATIF
CARSAT	EMPRUNT CARSAT BSD	1 006 502,00 €	463 939,00 €	En cautionnement du remboursement du prêt susmentionné, le Conseil Général de Seine Maritime lors de sa délibération du 18 octobre 2010 a accordé sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement de l'emprunt de 1 006 502€ consenti par la CARSAT Normandie
CRAM	EMPRUNT HAUTES EAUX CRAM	73 455,00	1 976,27	Non significatif
		13 874 128,37 €	7 414 061,29 €	